

UN LIBRARY



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



UN/ISA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

S/12697  
6 mai 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 6 MAI 1978, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE  
CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DE L'AFRIQUE DU SUD  
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le 5 mai 1978, le Gouvernement sud-africain a répondu aux demandes de détails concernant l'opération militaire limitée menée le 4 mai 1978 par l'Afrique du Sud contre les forces de la SWAPO dans le sud de l'Angola.

Sont joints les documents suivants :

1. Le message communiqué par le Gouvernement sud-africain aux gouvernements des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité en réponse à une demande des Etats-Unis concernant l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud contre les forces de la SWAPO dans le sud de l'Angola, ainsi que la pièce mentionnée dans ladite réponse (annexe I).
2. La déclaration du Ministre de la défense de l'Afrique du Sud, M. P. W. Botha, publiée au Cap le 4 mai 1978 (annexe II), et celle du Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, M. R. F. Botha, publiée à Pretoria le 5 mai 1978 (annexe III), concernant l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud dans le sud de l'Angola. Ces déclarations ont été annexées à la réponse susmentionnée.

Vous vous rappelerez que, lorsque j'ai porté à votre attention les différents documents, avant l'ouverture de la 2077<sup>ème</sup> séance du Conseil de sécurité tenue le 5 mai 1978, je vous ai confirmé à chaque occasion que l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud avait pris fin et que toutes les forces sud-africaines avaient été totalement retirées du territoire angolais. Par la présente, je voudrais une fois de plus réaffirmer ces faits.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et des annexes jointes comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires,

(Signé) J. Adriaan EKSTEEN

Annexe I

Texte du message communiqué par le Gouvernement sud-africain  
aux gouvernements des cinq pays occidentaux membres du Conseil  
de sécurité en réponse à une demande des Etats-Unis concernant  
l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud menée  
le 4 mai 1978 contre les forces de la SWAPO dans le sud  
de l'Angola

1. Récemment, et en particulier à la suite de l'acceptation par l'Afrique du Sud des propositions des cinq puissances occidentales visant à donner au problème du Sud-Ouest africain une solution qui soit reconnue au niveau international, la gravité des actes de violence et le nombre des violations de frontière perpétrés par les terroristes se sont dangereusement accrus (voir annexe). Cette escalade est intervenue malgré les efforts de l'Afrique du Sud pour trouver une solution pacifique au problème du Sud-Ouest africain et le Gouvernement sud-africain a dû faire face à des demandes de protection pressantes émanant des dirigeants du Sud-Ouest africain. En outre, ces dirigeants ont été profondément consternés et bouleversés par la déclaration finale qu'a faite M. Mujoma le 3 mai 1978 à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, à savoir que "la SWAPO ... poursuivra et intensifiera la lutte armée de libération...". L'Afrique du Sud ne pouvait ignorer plus longtemps ces demandes de protection.

L'action entreprise avait des objectifs limités et a été réalisée avec des forces en nombre limité, comprenant notamment des Africains blancs et noirs du Sud-Ouest africain. Elle visait principalement les deux plus importants quartiers généraux que la SWAPO utilise pour ses opérations contre le Sud-Ouest africain.

2. Comme on s'y attendait, le quartier général de la SWAPO de Cassinga, situé à 15 km au nord de la ville minière de Techanutete (anciennement connue sous le nom de Cassinga) était une base militaire importante de la SWAPO, pourvue de moyens de défense impressionnants, tels que tranchées, fortins et abris souterrains. Il a été établi sans doute possible que cette base constituait le principal centre opérationnel de la SWAPO, en particulier pour la planification d'ensemble, l'appui logistique, les communications et la stratégie.

De grandes quantités d'armes et de munitions ont été trouvées et détruites et une documentation considérable a pu être saisie.

Parmi les membres de la SWAPO figuraient des femmes, en uniforme et fortement armées, qui ont combattu dans les tranchées. Plusieurs femmes figurent au nombre des morts. Le personnel rescapé a été encerclé et désarmé. Comme il ne pouvait être évacué vers l'Afrique du Sud, ce personnel a été relâché quand les troupes sud-africaines se sont retirées. Il y avait également un certain nombre de non-combattants, y compris des femmes, qui apparemment vivaient aux alentours de la base. Certains d'entre eux ont peut-être été blessés. Un certain nombre

d'enfants qui avaient été enlevés et emportés de l'autre côté de la frontière le 23 avril ont été retrouvés et, à leur demande, devaient être ramenés chez eux. Malheureusement, alors que la dernière phase de l'évacuation était en cours, un groupe armé a déclenché sur le camp, depuis les environs de Techanutete, une attaque au mortier, au canon et à l'arme légère. Pour cette raison, il n'a pas été possible d'évacuer les enfants.

La seconde base, Chetequera, était le centre des raids de commande dirigés contre l'Ovambo occidental. C'était également une base militaire, extrêmement bien organisée sur le modèle communiste, où des tranchées et des tunnels de raccordement avaient été creusés et où de grandes quantités d'armes et de munitions ont été découvertes. Alors qu'elles se repliaient sur leurs frontières, les troupes sud-africaines se sont heurtées à d'autres éléments de la SWAPO, qu'elles ont anéantis.

Les documents et autres éléments trouvés dans ces bases terroristes de la SWAPO sont actuellement analysés et des détails supplémentaires concernant la participation de la SWAPO aux actes de terrorisme perpétrés par le passé et les plans élaborés par la SWAPO pour sa prochaine campagne d'intimidation (meurtres politiques, etc.), seront prochainement disponibles.

A titre d'exemple, le passage suivant, extrait de l'un des documents saisis, illustre bien les intentions réelles de la SWAPO :

"LA SWAPO VAINCRA  
LA NAMIBIE SERA LIBEREE"

PUBLIE PAR GREENWELL MATONGO, COMMISSAIRE POLITIQUE PRINCIPAL,  
ET DIMO HAMAAMBO, COMMANDANT DES FORCES ARMEES.

14 février 1978

Moscou.

Notes prises pendant le discours du dirigeant du MCC et de la jeunesse, CDE. Ndali Kamati, au rassemblement à Cassinga, République populaire d'Angola.

Le camarade Kamati, après avoir scandé le slogan, a exprimé sa gratitude pour l'accueil qui lui avait été réservé pendant les sept jours qu'il avait passés à Cassinga.

- a) Il a ensuite fait remarquer que les nombreux camarades venus de l'étranger apportaient la preuve du grand mouvement révolutionnaire qui déferlait sur la Namibie. Le fait que la Journée de la Namibie, le 26 août, est célébrée en Namibie même prouve que la lutte armée de libération est également vécue en Namibie par les camarades non armés.
- b) Le groupe des Cinq - Entretiens sud-africains à New York

Le commandant Ndali a déclaré que la SWAPO avait également été invitée à participer à ces entretiens. Il a ensuite déclaré que l'occupation de la Namibie était en vérité imputable au groupe des Cinq, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Ce sont ceux-là mêmes qui ont ouvert les entretiens qui exploitent nos ressources minérales. Ils prétendent maintenant forcer l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie, mais leur attitude implique qu'ils se rendent compte que la SWAPO finira par gagner. Comme ils ne voudraient pas voir se répéter en Namibie ce qui est arrivé en Angola, car cela jouerait au détriment de leurs intérêts économiques en Namibie, ils espèrent obliger par des moyens pacifiques l'Afrique du Sud à se retirer et gagner ainsi la faveur de la SWAPO, afin de continuer d'exploiter nos ressources.

En bref, aucun effort véritable en vue de libérer la Namibie ne saurait provenir des impérialistes...

... Il est clair que l'indépendance réelle ne saura être obtenue sans efforts considérables. Des pays comme le Malawi, la Zambie, le Zaïre n'ont qu'une fausse indépendance, symbolisée par leur drapeau national. L'économie de chacun de ces pays est aux mains des anciens colonisateurs. Nous devons persévérer dans notre volonté de lutter pendant dix ans, vingt ans si nécessaire. Que celui qui hésite aille rejoindre le groupe de la Turnhalle..."

3. Un appel pressant est adressé à la communauté internationale afin qu'elle insiste pour que la SWAPO cesse immédiatement tout acte de violence contre le territoire et le peuple du Sud-Ouest africain. La SWAPO ne peut suivre une double stratégie, à savoir participer à des négociations et en même temps ajourner ses réponses et continuer de perpétrer des actes de violence et de terreur contre le peuple qu'elle prétend représenter.

/...

4. C'est pourquoi il est instamment demandé qu'un accord sur la mise en oeuvre des propositions des cinq puissances occidentales soit réalisé dès que possible. Le plus tôt cela sera fait, le plus tôt la communauté internationale sera en mesure d'être pleinement informée de ce qui se passe dans le Territoire et la mise en oeuvre de ces propositions accélérera la préparation d'élections libres et démocratiques et permettra au Sud-Ouest africain d'accéder à l'indépendance avant la fin de l'année.

Pièce jointe à l'Annexe I

Résumé des incidents survenus depuis janvier 1978

Le 5 janvier de cette année, on a découvert le corps d'un Ovambo qui avait été tué par une bande de terroristes. Le corps se trouvait sur une clôture et plusieurs étuis de cartouches AK47 ont ultérieurement été découverts à proximité.

Le 8 janvier, une voiture particulière transportant 10 civils a sauté sur une mine russe. Quatre des passagers ont été tués sur le coup et six ont été gravement blessés. S'ajoutant à plusieurs autres incidents provoqués par l'explosion de mines, cet événement a contraint le pasteur Ndjoba, ministre principal de l'Ovambo, à réclamer des mesures plus énergiques contre les terroristes.

Le 7 février, M. Shiagaya, ministre ovambo de la santé, a été assassiné au moyen d'un pistolet d'origine russe à l'issue d'une réunion politique dans l'Ovambo.

Le 21 février, un groupe de terroristes a enlevé 119 enfants et leur maître à l'école missionnaire Sainte-Marie dans l'Ovambo. Trois enfants sont parvenus à s'échapper et ont pu raconter comment ils avaient été emmenés de force de l'autre côté de la frontière, vers des camps d'entraînement terroristes. Une nouvelle fois, le pasteur Njoba a réclamé une action plus ferme de la part des forces de sécurité.

Le 3 mars, Nangola Kanyala, un notable, a été tué par un groupe de terroristes. Son corps avait été mutilé; sa femme et ses enfants ont été enlevés.

Le 25 mars, un autre notable, employé par les forces de police sud-africaines, a été tué par des terroristes au moyen d'un pistolet d'origine russe.

Le 27 mars, deux terroristes ont assassiné M. Clemens Kapuuo, chef des Hereros. L'attaque a eu lieu à son domicile, à Katutura, peu de temps après qu'il eût décidé, avec son conseil tribal, de demander à l'Administrateur général de renforcer la protection des dirigeants politiques du Sud-Ouest africain. Avant sa mort, M. Kapuuo s'était montré fermement convaincu de la nécessité de détruire totalement les bases terroristes situées en territoire angolais.

Le 18 avril, deux enfants ovambos ont été tués par une grenade à main russe que des terroristes destinaient à une patrouille des forces de sécurité.

Le 21 avril, un attentat à la vie de M. Tara Imbili, ministre ovambo de la justice, a été perpétré par un terroriste qui essayait de poser une mine sur la route menant à sa maison.

Le 22 avril, un autobus a été détourné sur la route d'Oshakati à Ruacana. L'autobus et ses passagers, entre 70 et 80 personnes, ont été conduits en Angola.

Le 24 avril, les forces sud-africaines se sont trouvées en contact avec 20 terroristes à une dizaine de kilomètres au sud de la frontière entre l'Angola et le Sud-Ouest africain. Après un échange de feu, l'ennemi s'est replié vers le nord, au-delà de la frontière.

Le 24 avril, un véhicule des forces sud-africaines a été attaqué par des terroristes de la SWAPO, embusqués à quelque 6 kilomètres au sud de la frontière entre l'Angola et le Sud-Ouest africain. Les forces de sécurité ayant riposté, les terroristes se sont repliés en territoire angolais pour se soustraire à leur tir. Un soldat sud-africain a été tué au cours de cet incident.

Le 28 avril, une patrouille de la force de défense sud-africaine (SADF) a été attaquée à partir d'un magasin à Cuca, à environ 25 kilomètres à l'ouest de Ruacana.

Le 29 avril, des coups de feu ont été tirés au poste frontière de Ruacana. Il n'y a pas eu de riposte.

Les 29 et 30 avril, des mines d'origine communiste ont été posées dans les nouveaux logements construits pour les membres du Cabinet ovambo, ainsi que dans le bâtiment de l'Assemblée législative à Ongwediva.

Le 30 avril, une patrouille de la SADF a été attaquée par une dizaine de terroristes de la SWAPO en un point situé à 45 kilomètres à l'est d'Enana. Un membre de la SADF a été tué.

Le 1er mai, une patrouille de la SADF a essuyé un feu nourri à environ 43 kilomètres au sud-est d'Enana. Une opération a été lancée en riposte et l'ennemi s'est enfui de l'autre côté de la frontière angolaise.

Le 2 mai, l'aqueduc d'Ondangua à Oshikango a été saboté. Cette conduite est indispensable à la population locale.

Le 3 mai, un feu nourri a été tiré en direction d'un poste de garde et de divers bâtiments à Ruacana, y compris les structures du système d'adduction d'eau. Plusieurs bâtiments ont été endommagés. Il n'y a pas eu de riposte.

Selon les renseignements les plus récents, la SWAPO aurait, il y a peu de temps, créé trois nouvelles bases dans le sud de l'Angola, à proximité de la frontière. Ces renseignements confirment les efforts de consolidation entrepris, cette consolidation étant une condition indispensable de tout renforcement de l'activité terroriste contre le Sud-Ouest africain.

Entre le 1er et le 3 mai, plusieurs mines qui avaient été posées dans la zone frontière ont été déterrées.

Annexe II

Texte de la déclaration publiée par M. P. W. Botha, ministre de la défense de l'Afrique du Sud, concernant l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud en Angola

En raison de l'inquiétant renforcement des forces de la SWAPO dans le sud de l'Angola, de la vaste campagne d'intimidation à laquelle est soumise la population locale et de l'assassinat de dirigeants politiques dans le Sud-Ouest africain, en raison aussi des cas nombreux de violation de frontière au cours des quelques dernières semaines, une opération militaire limitée a été lancée contre les forces de la SWAPO, au-delà de la frontière.

Si l'opération limitée a été entreprise c'est parce que, récemment, des groupes de terroristes de la SWAPO fortement armés et nombreux ont passé la frontière et attaqué nos forces dans l'Ovambo, pour s'enfuir ensuite en Angola et s'y remettre en sûreté.

Un tir a également été déclenché contre la Centrale de Ruacana dont les bâtiments ont été fortement endommagés.

Après cette attaque, la plus récente depuis que la SWAPO a intensifié ses hostilités, nous avons été contraints d'envisager des opérations de riposte.

A n'en pas douter l'opération limitée a ôté tout illusion à ceux qui voudraient nous menacer.

Nous avons fait tout ce qui était possible pour trouver d'autres possibilités de solution et nous poursuivrons nos efforts dans ce sens dans l'intérêt de la paix dans le sous-continent.

Toutefois, le Gouvernement sud-africain perdrait toute dignité s'il continuait à rester sourd aux demandes de protection pressantes qu'il reçoit des dirigeants pacifiques.

Nous avons un devoir moral à l'égard du peuple du Sud-Ouest africain et nous ne pouvons pas rester silencieux, les bras croisés, alors que dans cette région reculée des citoyens et des dirigeants pacifiques sont assassinés, assaillis, enlevés et menacés, ou intimidés par d'autres méthodes de terrorisme.

J'ai, dans le passé, maintes fois exprimé l'espoir que des bases militaires ne seraient pas mises à la disposition des terroristes dans le sud de l'Angola, mais il semble que personne n'ait voulu m'entendre.



Annexe III

Texte d'une déclaration publiée par M. R. F. Botha, ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud concernant l'opération militaire limitée de l'Afrique du Sud en Angola

Dans toutes nos négociations, les puissances occidentales ont fortement souligné la nécessité d'arriver à faire cesser les actes de violence. L'élément principal sur lequel reposent les propositions occidentales est qu'il faut que cessent les actes de violence et d'intimidation afin que le peuple du Sud-Ouest africain puisse exercer son droit d'autodétermination librement et sans crainte.

L'Afrique du Sud reste disposée et prête à mettre en oeuvre les propositions occidentales de règlement de la question du Sud-Ouest africain, mais nous insistons aussi pour que les terroristes cessent leurs actes de violence.

Il convient de souligner que la SWAPO n'a pas seulement continué à exécuter son programme de terreur après que l'Afrique du Sud eût annoncé qu'elle acceptait les propositions, elle a aussi étendu et intensifié sa campagne de violence sur un large front. La réponse de la SWAPO à notre acceptation des propositions de règlement pacifique a été de redoubler de violence. De fait, elle s'enorgueillit de la continuation et de l'expansion de ses attaques.

Je lance une fois de plus un appel aux puissances occidentales pour qu'elles présentent sans tarder leurs propositions au Conseil de sécurité. Le peuple du Territoire a le droit d'entreprendre et de mener à bien le processus qui le mènera à l'indépendance. Dans l'entre-temps, l'Afrique du Sud ne peut pas se soustraire à son devoir qui est d'assurer la protection nécessaire au peuple du Territoire. Sans cette protection, il serait totalement vulnérable et, soumis à une violence physique, il deviendrait la victime d'une répression implacable.

-----